

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
MERCREDI 16 NOVEMBRE 2022**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le mercredi 16 novembre 2022, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance : VEYRAT-MASSON Béatrice

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
62	18	1

OBJET DE LA DELIBERATION

N° 22/11/324

**AVENANT N° 8 A LA
CONCESSION A LA
CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DU VAR
D'UN OUTILLAGE PUBLIC ET
DE TERRE-PLEINS AU PORT
DE TOULON ET SES
ANNEXES**

PRESENTS :

Mme Geneviève LEVY, M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, Mme Brigitte GENETELLI, M. Franck CHOUQUET, M. Anthony CIVETTINI, M. Hervé STASSINOS, Mme Dominique ANDREOTTI, M. Yann TAINGUY, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, M. Mohamed MAHALI, M. Christophe MORENO, Mme Nadine ESPINASSE, M. Francis ROUX, Mme Edwige MARINO, Mme Chantal PORTUESE, Mme Amandine LAYEC, Mme Virginie PIN, Mme Rachel ROUSSEL, Mme Magali TURBATTE, Mme Sylvie LAPORTE, Mme Anaïs DIR, Mme Corinne JOUVE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Pierre BONNEFOY, M. Bruno ROURE, M. Joël TONELLI, Mme Kristelle VINCENT, Mme Christine SINQUIN, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGOLAS, M. Joseph MINNITI, Mme Corinne CHENET, M. Guillaume CAPOBIANCO, Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Michel DURBANO, Mme Valérie BATTISTI, M. Philippe BERNARDI, M. Arnaud LATIL, Mme Delphine GROSSO, M. Laurent BONNET, M. Patrice CAZAUX, M. Luc DE SAINT-SERNIN, M. Erick MASCARO, M. Albert TANGUY, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Jean-David MARION, Mme Josée MASSI, M. Amaury CHARRETON, M. Philippe LEROY, Mme Valérie MONDONE, M. François CARRASSAN, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Bernard ROUX, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Anne-Marie METAL, M. Gilles BALDACCHINO.

REPRESENTES :

M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à M. Amaury CHARRETON, M. Christian SIMON ayant donné pouvoir à Mme Anne-Marie METAL, M. Laurent JEROME ayant donné pouvoir à M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Isabelle MONFORT ayant donné pouvoir à M. Philippe BERNARDI, M. Emilien LEONI ayant donné pouvoir à Mme Brigitte GENETELLI, M. Jean-Louis MASSON ayant donné pouvoir à Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Valérie RIALLAND ayant donné pouvoir à M. Arnaud LATIL, Mme Véronique BERNARDINI ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, M. Amaury NAVARRANNE ayant donné pouvoir à M. Gilles BALDACCHINO, M. Cheikh MANSOUR ayant donné pouvoir à Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGOLAS, M. Laurent CUNEO ayant donné pouvoir à Mme Valérie BATTISTI, Mme Josy CHAMBON ayant donné pouvoir à M. Erick MASCARO, Mme Pascale JANVIER ayant donné pouvoir à Mme Magali TURBATTE, Mme Cécile MUSCHOTTI ayant donné pouvoir à M. Jean-David MARION, Mme Basma BOUCHKARA ayant donné pouvoir à M. Joseph MINNITI, Mme Béatrice BROTONS ayant donné pouvoir à Mme Nadine ESPINASSE, M. Jean-Pierre COLIN ayant donné pouvoir à Mme Corinne CHENET, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Joël TONELLI.

ABSENT :

Mme Sandra TORRES.

Séance Publique du 16 novembre 2022

N° D'ORDRE : 22/11/324

**O B J E T : AVENANT N° 8 A LA CONCESSION A LA CHAMBRE DE
COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU VAR D'UN
OUTILLAGE PUBLIC ET DE TERRE-PLEINS AU PORT
DE TOULON ET SES ANNEXES**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1, L2121-22-1, L1411-1 et suivants,

VU le Code de la Commande Publique et notamment L.3100-1 et suivants, R3135-7, R3135-8 et R3135-9,

VU le Code des transports et notamment le livre III de sa cinquième partie,

VU le Code des ports maritimes,

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales organisation le transfert des ports maritimes de l'État vers les Collectivités Territoriales et leurs groupements,

VU la loi n° 2015-991 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRE) prévoyant le transfert de plein droit des ports maritimes aux communautés d'agglomération existantes à compter du 1^{er} janvier 2017,

VU la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole de Toulon Provence Méditerranée,

VU l'arrêté du Ministre des travaux publics, des transports et du tourisme du 24 janvier 1956, publié au Journal officiel de la République Française du 3 mars 1956, faisant office de cahier des charges initiales à la présente concession en remplacement celui-ci annexé au décret du 14 mai 1924 modifié par le décret du 26 mai 1927 réglementant l'outillage public concédé, au port de Toulon à la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var,

VU la délibération de la Communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée du 15 décembre 2016 pour acter le transfert des ports départementaux à celle-ci,

VU l'avenant n° 1, approuvé le 2 juillet 1971, qui a sorti la plaisance de la concession, en raison de la conclusion d'une concession spécifique, et défini avec plus de précision l'objet de la concession commerce,

VU l'avenant n° 2, approuvé le 24 octobre 1973, qui a d'une part, complété l'objet de la concession commerce en vue de l'établissement et l'exploitation de chantiers de construction et de réparation navale, ce qui a permis d'établir un contrat sous-traité au profit des Constructions Industrielles de la Méditerranée (CNIM) et, d'autre part, modifié le périmètre de la zone de Brégaillon-Centre,

VU l'avenant n° 3, approuvé le 10 mars 1981, qui a pris en compte la réduction du projet d'extension des CNIM sur le site de Bois-Sacré et l'extension des terre-pleins de Brégaillon-Nord, et ramené la limite de la concession, à Toulon-Centre, aux limites effectives du port, une partie des endigages réalisés depuis 1956 se trouvant en zone urbaine et devant être déclassée,

VU l'avenant n° 4, approuvé le 12 juin 1990, qui a défini les zones affectées exclusivement au trafic maritime et celles pouvant recevoir des activités liées à l'activité maritime, a supprimé du domaine concédé les terre-pleins du site des anciens chantiers NORMED, a pris en compte les endigages réalisés dans la zone de Brégaillon-Nord et a porté l'échéance de la concession au 31 décembre 2025,

VU l'avenant n° 5, approuvé le 18 juin 2005, pris en considération de la décision ministérielle du 19 septembre 2002 apportant certaines modifications souhaitées par le concessionnaire et le concédant, notamment pour les terre-pleins urbains de Toulon et le môle d'armement,

VU l'avenant n° 6 approuvé le 9 août 2018, augmentant le périmètre de la concession en vue de la construction d'un terminal de croisière en lieu et place de préfabriqués existants,

VU l'avenant n° 7 approuvé le 21 juillet 2020, actant la nécessité de la construction d'un parking d'exploitation surélevé démontable de 208 places à l'arrière de la gare maritime permettant l'augmentation de la capacité de stationnement aux abords de la zone d'embarquement portuaire,

VU l'avis préalable favorable de la Commission de Délégation de Service Public en date du 26 juillet 2022,

VU l'avis du Conseil Portuaire du 20 octobre 2022,

VU l'avis de la Commission Finances et Administration Générale du 2 novembre 2022,

VU le projet d'avenant n°8 et ses annexes ci-annexés,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée est, en sa qualité d'Autorité portuaire sur son territoire, propriétaire et responsable de l'aménagement, de l'entretien et de la gestion des 8 ports départementaux,

CONSIDERANT la nécessité de réaliser des travaux portuaires qui permettront la mise en œuvre d'un système de Connexion Electrique des Navires à Quai (CENAQ) au Port de Commerce de Toulon-La Seyne-sur-Mer Brégaillon,

CONSIDERANT que la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var, en sa qualité de concessionnaire du Port de commerce, commercialisera ce service auprès des usagers et sera chargée de l'entretien et de la maintenance de cet équipement,

CONSIDERANT que le descriptif de l'infrastructure de fourniture de courant à quai figure à l'annexe 1 de l'avenant n°8,

CONSIDERANT que l'article 44 du cahier des charges de la concession est supprimé et remplacé par un nouvel article 44 relatif à la « fourniture d'électricité pour le ravitaillement des navires à quai »,

CONSIDERANT que les limites du domaine concédé sont modifiées conformément à l'annexe 2 de l'avenant N°8,

CONSIDERANT que ces modifications ne sont pas substantielles,

CONSIDERANT qu'au regard de la durée de la concession (70 ans), et de sa durée résiduelle, les recettes qui seront générées par l'équipement, objet de l'avenant n'excéderont pas 5% du chiffre d'affaires global de la concession,

CONSIDERANT que la redevance annuelle 1 500 euros pour l'occupation des terrains du domaine public nécessaire à l'exploitation faisant l'objet de la concession, ainsi qu'à l'exécution des travaux prévus par le cahier des charges reste inchangée,

CONSIDERANT que pour tenir compte de l'évolution des conditions économiques et techniques d'exécution du présent avenant, non connus au jour de sa signature ou dont l'impact est imprévisible au moment de son exécution, et entraînant une modification importante de l'économie générale de l'avenant, il est introduit un réexamen des conditions financières dans les cas et modalités prévues par l'avenant,

CONSIDERANT qu'en application de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, il est introduit l'article 49 dans le cahier des charges de la concession,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER l'exposé qui précède, le projet d'avenant n°8 et ses annexes.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer l'avenant n°8 à la concession à la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var.

ARTICLE 3

D'ACTER la modification des limites du domaine concédé telle que figurant à l'annexe 2 de l'avenant.

ARTICLE 4

DE DIRE que toutes les autres clauses du contrat de concession et de ses précédents avenants demeurent en vigueur en ce qu'elles ne sont pas contraires aux stipulations du présent avenant.

ARTICLE 5

DE DIRE que les recettes en découlant sera imputée au budget annexe Toulon port de commerce.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 16 novembre 2022

Hubert FALCO

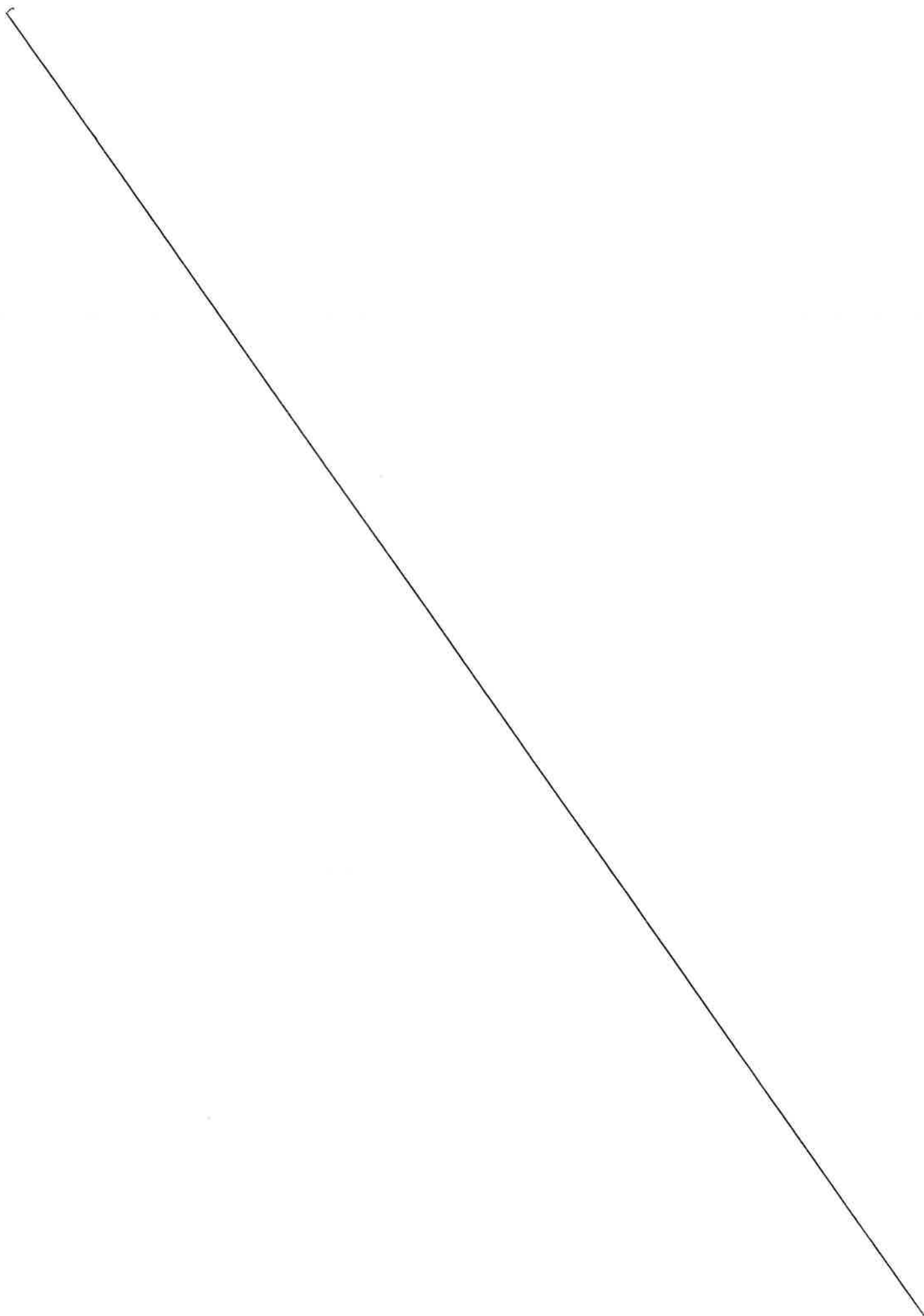
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



POUR 80

CONTRE 0

ABSTENTION 0





**METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
DIRECTION DES PORTS**

**AVENANT N° 8
A LA CONCESSION A LA CHAMBRE DE COMMERCE ET
D'INDUSTRIE DU VAR D'UN OUTILLAGE PUBLIC ET DE
TERRE-PLEINS AU PORT DE TOULON ET SES ANNEXES**

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par son Président, Monsieur **Hubert FALCO** agissant en cette qualité en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil Métropolitain suivant délibération en date du

Ci-après dénommée « **l'Autorité Concédante** »,

D'une part,

ET :

La Chambre du Commerce et de l'Industrie du Var, représentée par son Président, conformément à la délibération n°22D27 du 30 mars 2022

Ci-après désignée « **le Concessionnaire** »,

D'autre part,

Ci-après dénommées individuellement ou collectivement « **la Partie** » ou « **les Parties** »,

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUI :

Préambule :

La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales a transféré les ports maritimes de l'État vers les collectivités territoriales et leurs groupements.

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République prévoit le transfert de plein droit des ports maritimes aux communautés d'agglomération existantes à compter du 1er janvier 2017,

La délibération de la CA TPM du 15/12/2016 a transféré les ports départementaux à la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée.

La Métropole, en sa qualité d'autorité portuaire, exerce la compétence de gestion et d'exploitation du port non autonome de Toulon qui s'étend sur le territoire des communes de Toulon, La Seyne sur Mer et Saint Mandrier.

L'arrêté du ministre des Travaux publics, des transports et du tourisme du 24 janvier 1956, publié au Journal officiel de la République française du 3 mars 1956, fait office de cahier des charges initiales à la présente concession en remplacement du cahier des charges annexé au décret du 14 mai 1924 modifié par le décret du 26 mai 1927 réglementant l'outillage public concédé, au port de Toulon, à la Chambre de Commerce.

Cet arrêté a approuvé la concession à la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var (CCIV) d'un outillage public et de terre-pleins au port de Toulon et ses annexes, Saint-Elme, et Saint-Louis du Mourillon, en regroupant tous les équipements existants, qu'ils soient affectés au commerce ou à la plaisance.

La concession a été conclue pour une durée de 50 ans.

L'avenant N° 4 du 12 juin 1990 a prolongé la durée de la concession au 31 décembre 2025.

A l'intérieur du périmètre de la concession, la CCIV, en sa qualité de concessionnaire, exerce la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble des travaux.

A ce titre, elle administre notamment le Terminal portuaire de Toulon Côte d'Azur.

L'avenant n° 1, approuvé le 2 juillet 1971, a sorti la plaisance de la concession, en raison de la conclusion d'une concession spécifique, et défini avec plus de précision l'objet de la concession commerce.

L'avenant n° 2, approuvé le 24 octobre 1973, a, d'une part, complété l'objet de la concession commerce en vue de l'établissement et l'exploitation de chantiers de construction et de réparation navale, ce qui a permis d'établir un contrat sous-traité au profit des Constructions industrielles de la Méditerranée (CNIM) et, d'autre part, modifié le périmètre de la zone de Brégaillon-Centre.

L'avenant n° 3, approuvé le 10 mars 1981, a pris en compte la réduction du projet d'extension des CNIM sur le site de Bois-Sacré et l'extension des terre-pleins de Brégaillon-Nord, et ramené la limite de la concession, à Toulon-Centre, aux limites effectives du port, une partie des endigages réalisés depuis 1956 se trouvant en zone urbaine et devant être déclassée.

L'avenant n° 4, approuvé le 12 juin 1990, a défini les zones affectées exclusivement au trafic maritime et celles pouvant recevoir des activités liées à l'activité maritime, a supprimé du domaine concédé les terre-pleins du site des anciens chantiers NORMED, a pris en compte les endigages réalisés dans la zone de Brégaillon-Nord et a porté l'échéance de la concession au 31 décembre 2025.

L'avenant n° 5, approuvé le 18 juin 2005, a pris en considération de la décision ministérielle du 19 septembre 2002 apportant certaines modifications souhaitées par le concessionnaire et le concédant, notamment pour les terre-pleins urbains de Toulon et le môle d'armement.

L'avenant n° 6 approuvé le 9 août 2018, a augmenté le périmètre de la concession en vue de la construction d'un terminal de croisière en lieu et place de préfabriqués existants.

L'avenant n° 7 approuvé le 21 juillet 2020, a acté la nécessité de la construction d'un parking d'exploitation surélevé démontable de 208 places à l'arrière de la gare maritime permettant l'augmentation de la capacité de stationnement aux abords de la zone d'embarquement portuaire ;

CECI AYANT ETE EXPOSE, IL A ETE CONVENU DE CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 – Objet du présent avenant

La Métropole Toulon Provence Méditerranée (TPM) souhaite faire de ses ports des exemples de développement durable en Méditerranée tout en maintenant un haut niveau de compétitivité.

Le Port de commerce de Toulon – La Seyne / Brégaillon regroupant les terminaux de Toulon-Côte d'Azur (Toulon Centre), de Brégaillon et le môle Croisière (La Seyne) sont amenés à bénéficier d'aménagements structurants pour contribuer à améliorer la qualité de l'air.

Dans ce cadre, la Métropole TPM – Autorité portuaire, a souhaité réaliser des travaux portuaires qui permettront la mise en œuvre d'un système de Connexion Electrique des Navires à Quai (CENAQ).

Ces systèmes et équipements, une fois construits seront exploités par la CCI du Var en sa qualité de concessionnaire du port de commerce qui commercialisera ce nouveau service auprès des armateurs accostant dans le port de commerce. La CCI sera également en charge de l'exploitation et la maintenance de ces systèmes et équipements.

Le descriptif technique est annexé au présent avenant.

En conséquence, l'article 44 du cahier des charges est supprimé et remplacé par l'article 44 suivant :

« Article 44 Fourniture d'électricité pour le ravitaillement des navires à quai

Le Concédant confie au Concessionnaire la gestion, l'exploitation et la maintenance d'une infrastructure de courant à quai pour l'alimentation électrique des navires au terminal Toulon Côte d'Azur.

Les services de fourniture d'électricité seront directement facturés aux usagers (armateurs).

Les installations et équipements mis à disposition sont décrits à l'annexe 1 ci-jointe.

Au préalable à leur mise à disposition, le Concédant :

- invitera le Concessionnaire aux opérations de réception organisées avec les entreprises chargées de la réalisation des installations.*
- fournira l'ensemble de la documentation des installations, notamment les Dossiers des Ouvrages Exécutés et les Dossiers d'Intervention Ulérieur sur l'Ouvrage.*
- assurera la formation du personnel amené à intervenir sur les installations pour le Compte du Concessionnaire*

Les installations seront confiées au Concessionnaire à l'issu de leur réception des travaux par le Concédant. Le Concessionnaire pourra sursoir à leur prise en charge si des réserves constatées à la réception remettent en cause la sécurité du personnel ou des équipements, la conformité à la réglementation, ou la performance de l'installation de façon significative.

Le Concédant assurera le suivi de la levée des éventuelles réserves ainsi que l'interface auprès des entreprises intervenantes pour tout dysfonctionnement relevant des différentes garanties couvertes par ses marchés. Le Concessionnaire assurera un support technique et opérationnel au Concédant dans le cadre de ces démarches.

Le Concessionnaire assurera, pendant toute la durée du contrat de concession, l'exploitation et la maintenance des équipements mis à disposition.

Le Concessionnaire communiquera, par écrit, au Concédant, l'ensemble des modalités d'accès et d'utilisation des équipements (modalités d'utilisation des connexions électriques, attribution des quais...) ainsi que les tarifs correspondants à la fourniture du service. »

Le Concessionnaire précisera notamment :

- La composition des tarifs ;
- Le cas échéant, les modalités d'élaboration et d'application de tarifs dégressifs ;
- Les modalités d'application des taxes (notamment TICFE - Taxe Intérieure sur la Consommation Finale d'Electricité)

Le Concessionnaire communiquera également au Concédant toute information sur les prix et valeurs de référence lui permettant d'apprécier le positionnement de l'offre de service au regard d'offres similaires sur le territoire méditerranéen.

Après approbation par le Concédant, les modalités d'accès aux équipements et les tarifs liés au service de fourniture d'électricité à quai seront indiqués dans les tarifs d'outillage public pour communication aux usagers.

Toute évolution des conditions tarifaires et d'accès aux services de fourniture d'électricité sera soumise à l'approbation préalable du Concédant dans les mêmes conditions.

Dans le cadre du rapport global d'exploitation, le Concessionnaire rendra compte de l'exploitation du service de fourniture de courant à quai.

Il présentera notamment :

- Le nombre de connexions réalisées au cours de l'année écoulée ;
- Les navires concernés ;
- Les puissances consommées en moyenne par escale et par navire ;

- La part, en moyenne, par escale et par navire, de la consommation électrique sur la totalité des énergies distribuées aux navires à quai ;
- Un état détaillé des actions de maintenance menées au cours de l'année ;
- Le tableau d'amortissement des équipements concédés.

Par ailleurs, les limites du domaine concédé est modifié (voir annexe 2).

ARTICLE 2 – Respect de la laïcité

Il est introduit un article 49 au cahier des charges de la concession, relative au respect de la laïcité par le concessionnaire (LOI n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République) :

Laïcité et neutralité du service public

1-Adoption des mesures nécessaires pour assurer le respect des principes d'égalité, laïcité et neutralité

Le présent contrat confie à son concessionnaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Concernant les tenues du personnel et attitudes vis-à-vis de la clientèle et respect des principes de laïcité et de neutralité du service publics le concessionnaire doit assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il prend les mesures nécessaires à la garantie du respect des principes qui précèdent. À cet effet, il s'abstient notamment de manifester ses opinions politiques ou religieuses, et traite de façon égale toutes les personnes et respecte leur liberté de conscience et leur dignité. La même obligation est rappelée à ses salariés et cocontractants.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le concessionnaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le concessionnaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le Concessionnaire communique à l'autorité délégante les mesures qu'il met en œuvre afin :

- d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- de remédier aux éventuels manquements.

2-Respect des principes susmentionnés par les personnes auxquelles le Concessionnaire confie une partie de l'exécution du service

Le Concessionnaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées. Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le concessionnaire titulaire communique à l'Autorité Concédante chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant ou du sous-concessionnaire.

Lorsque le concessionnaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur ou l'Autorité Concédante le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, le Concessionnaire s'expose à une pénalité de 50 euros par manquement. En cas de manquement grave et répété, le contrat pourra être résilié, sans préjudice de son exécution aux frais et risques du Concessionnaire.

ARTICLE 3 – Incidence financière

La redevance annuelle 1500 euros pour l'occupation des terrains du domaine public nécessaire à l'exploitation faisant l'objet de la concession, ainsi qu'à l'exécution des travaux prévus par le cahier des charges reste inchangée.

ARTICLE 4 Motif de réexamen des conditions financières

Pour tenir compte de l'évolution des conditions économiques et techniques d'exécution du présent avenant, non connus au jour de la signature du présent avenant, ou dont l'impact est imprévisible au moment de son exécution, et entraînant une modification importante de l'économie générale du présent avenant, les conditions financières de ce dernier peuvent être réexaminées dans les cas suivants :

- En cas de modification significative de la grille tarifaire ayant un impact significatif sur l'économie du présent avenant
- En cas de variation significative des frais supportés par le délégataire, consécutive à une modification de la législation et de la réglementation applicable ;
- En cas de modification de la législation et notamment de la législation du travail, de la législation fiscale ou des règles applicables à la profession, entraînant une variation significative des charges à la hausse comme à la baisse ;
- En cas de suppression de la prestation de service issue du présent avenant,
- Dans le cadre d'une modification de la consommation entraînant une variation du chiffre d'affaires prévisionnel supérieur ou inférieur de 10 % par rapport aux prévisions du délégataire
- En cas de réduction significative des frais du délégataire ou d'un décalage de ceux-ci supérieur à un an

ARTICLE 5 - Modalités de révision

Le réexamen des conditions financières du présent avenant a lieu à la demande :

- Soit de l'autorité organisatrice ;

- Soit du délégataire pour production de pièces justificatives

Le délégataire produit notamment à l'appui de ses demandes les comptes de l'exploitation, le compte d'exploitation prévisionnel et le compte d'exploitation prévisionnelle mis à jour, le plan de production du service, le plan d'affectation du personnel ainsi que l'évaluation de l'impact de l'évolution des conditions techniques et économiques d'exécution du présent avenant sur ces charges et sur les recettes réelles. Cet impact étant déterminé par comparaison entre l'évolution des recettes et des charges sur une période d'observation qui ne saurait être inférieure à 6 mois et celle constatée sur une période de référence de même durée.

Les parties se concerteront pour procéder au réexamen et trouver un accord dans un des 6 mois à compter de la saisine sur les éventuelles modifications à apporter par avenant aux documents contractuels et notamment au compte d'exploitation prévisionnel.

A défaut le différend est soumis au tribunal administratif de Toulon par la partie la plus diligente.

ARTICLE 4 – Clauses diverses - Date d'effet

Toutes les clauses du contrat de délégation non modifiées par les présentes restent applicables dans leur intégralité, pour autant qu'elles ne soient pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation. Les dispositions du présent avenant sont applicables à compter de la date à laquelle il aura acquis un caractère exécutoire.

Dès sa transmission au représentant de l'Etat, l'autorité Condédante remet sans délai au Concessionnaire un exemplaire original du présent avenant accompagné de la délibération autorisant le Président de l'Autorité Condédante à le signer.


ARTICLE 5 – Annexes

Le présent contrat comporte 3 annexes :

Annexe 1 - Descriptif technique de l'infrastructure de fourniture de courant à quai

Annexe 2 – Limites du domaine concédé

Annexe 3- le CEP prévisionnel

<p>Le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var Basil GERTIS</p> <p>AToulon..... Le ...20/07/22.....</p> <p></p>	<p>Le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée Hubert FALCO</p> <p>A Le</p>
---	---

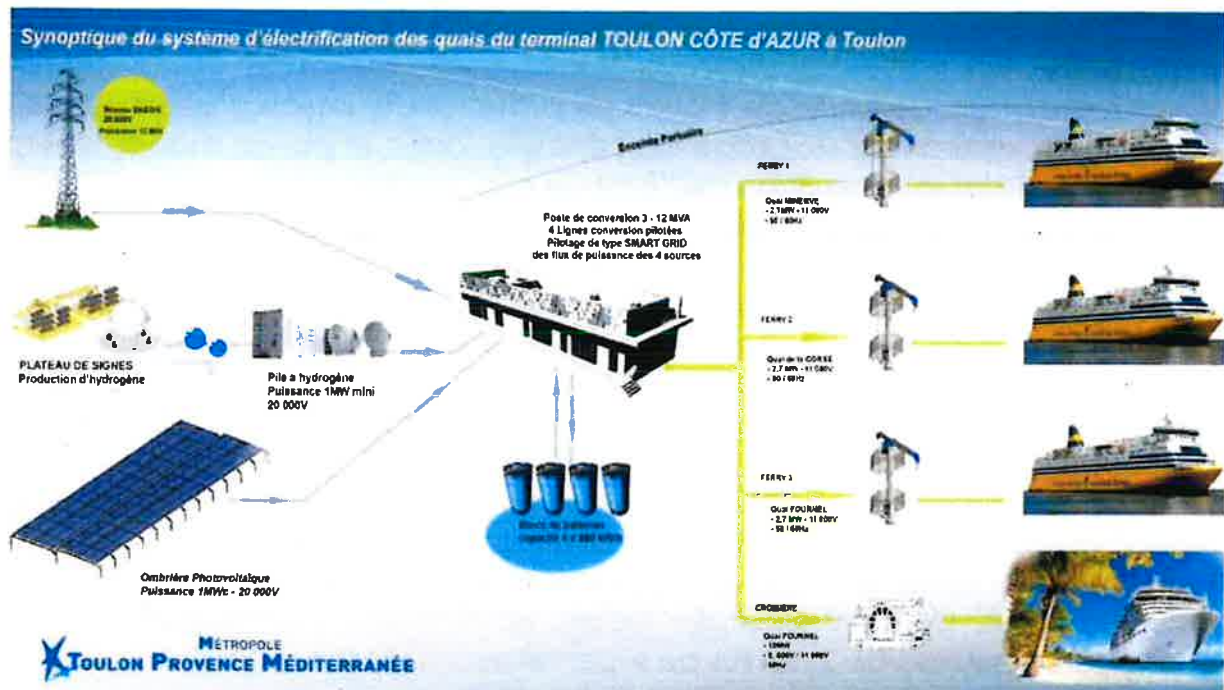
Annexe 1 - Descriptif technique de l'infrastructure de fourniture de courant à quai

Liste des installations mises à disposition :

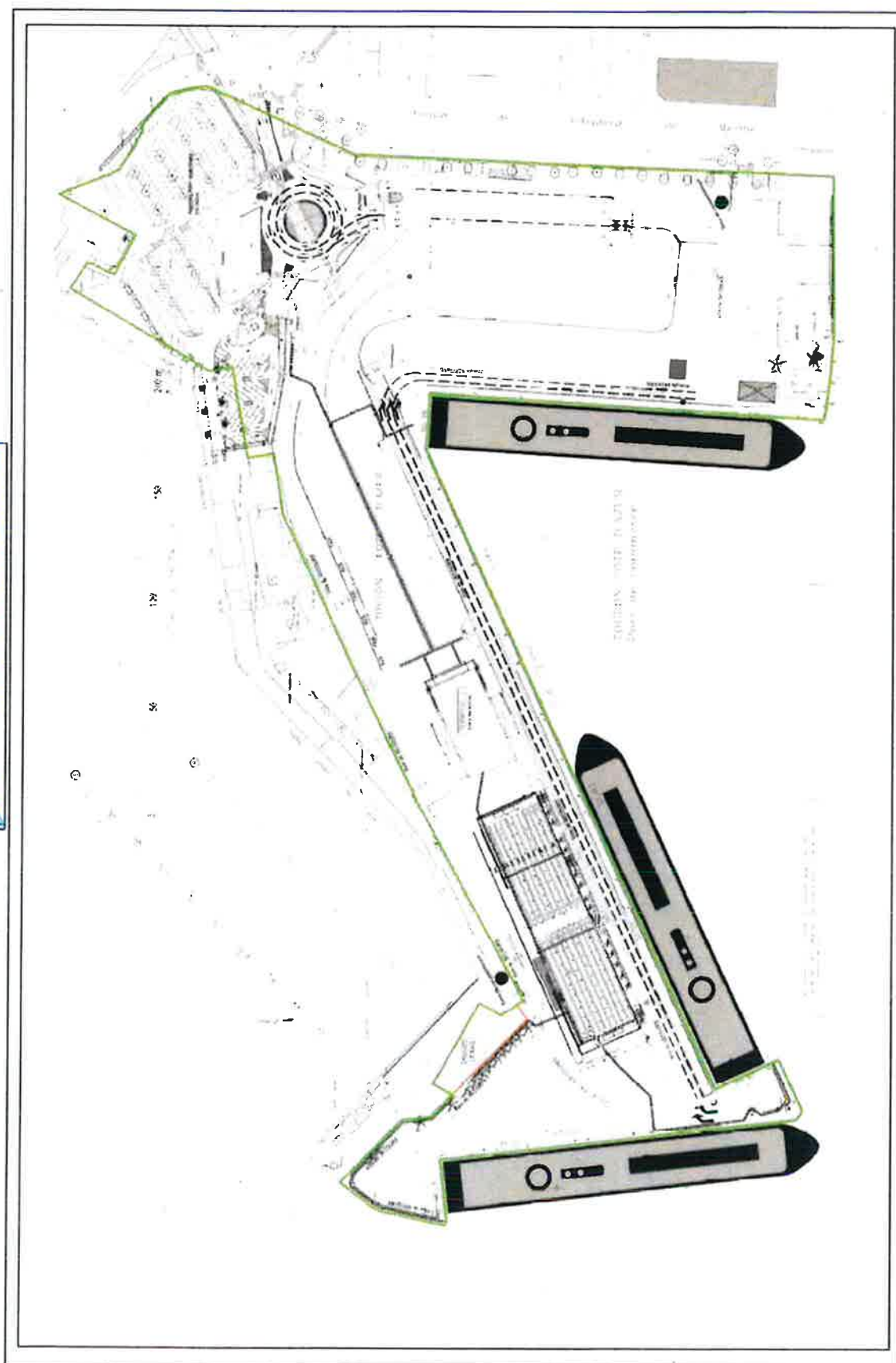
- L'immeuble permettant d'abriter les équipements électriques HTA et BT ainsi que les systèmes de traitement d'air associés ;
- L'ensemble du génie civil réseau : câbles HTA, BT et fibre optique assurant respectivement le contrôle et l'alimentation (électrique haute et basse tension et numérique/données) ;
- 3 lignes de distribution HTA assurent l'électrification des navires de type ferries, chaque ligne distribue un des 3 quais du terminal Toulon Côte d'Azur jusqu'à 2800 kVA ;
- Les connexions aux ferries sont réalisées par des potences fixes sur les quais ;
- Une ligne de forte puissance jusqu'à 12MW de puissance pour l'alimentation des croisières au niveau du quai Fournel ;
- Un équipement mobile pouvant se connecter sur les 3 armoires HTA réparties sur le quai Fournel pour alimenter les navires de croisières ;
- Le poste de conversion abrite 11 transformateurs :
 - 4 transformateurs abaisseur de 3250 kVA
 - 1 transformateur abaisseur de 800 kVA
 - 1 transformateur élévateur de 1500 kVA
 - 3 transformateurs élévateurs de 2800 kVA
 - 2 transformateurs de 6 MVA
- 1 groupe de 8 blocs de TGHT (Tableau Général Haute Tension) réparti aux étages de transformation élévateur et abaisseur, assurant l'arrivée, le comptage, la protection et les départs de ligne HTA terre/mer
- Les 5 blocs de résistances de terre du neutre affectés aux transformateurs de puissance de sortie ;
- 2 TGBT assurant le transfert et la répartition de la puissance :
 - Le TGBT1 assure le transfert de la puissance depuis l'étage de transformation d'entrée HT/BT sur l'entrée de chaque ligne de conversion.
 - Le TGBT2 assure le transfert de la puissance issue de l'étage de conversion sur l'étage de transformation HTA de sortie.
- 1 TGBT auxiliaire assurant la répartition des alimentations des différents organes de commande contrôle, traitement d'air ;
- 1 TGBT photovoltaïque assurant le raccordement des 6 lignes de puissances issue du champ de captage ;
- 4 blocs de conversion de 3MVA permettent d'assurer la conversion de fréquence de 50 à 60 Hz sur 4 quadrants ;
- Les jonctions basse tension assurant le liaisonnement des équipements (transformateurs de puissance E, TGBT1, ligne de conversion, TGBT2, Transformateur de puissance S) sont assurées au regard des niveaux de courant (3200A) par des gaines à barres ;

- 1 système de traitement d'air composé de 2 groupes de production d'eau glacée et de 2 Centrales de Traitement d'Air affectées au local BT/conversion ;
- 2 groupes de 3 caissons d'extraction répartie sur les locaux HTA d'entrée et de sortie ;
- 1 ensemble de baies de 4 blocs de batteries lithium-ion d'une capacité de 850kw/h assurant le stockage de l'énergie, avec le power management système réalisant la supervision de l'état de chaque batterie ;
- Chaque baie de batteries est connectée aux lignes de conversion au travers de 4 armoires spécifiques ;
- La connexion aux navires de croisière est réalisée au travers d'un équipement mobile pouvant se déplacer sur le quai Fournel. Cet équipement mobile est lui-même connectable sur 3 tableaux haute tension disposés sur le quai Fournel permettant de s'adapter au point de raccordement du navire de croisière ;
- Les systèmes de comptage d'énergie et de télérelève aux différents points de connexion permettant la facturation des consommations
- Le superviseur général du système Maître est localisé dans la gare maritime avec un contrôleur en local ; les licences nécessaires pour la connexion à minima de 2 postes de supervision à distance
- Les équipements nécessaires à l'analyse de la qualité des signaux délivrés aux points de connexion (tension, intensité, facteur de puissance, harmoniques, transitoires) et le diagnostic de panne.
- Le système de sécurité incendie de type Extinction Incendie Automatique par Gaz (EIAG) est intégré au poste de conversion intégrant la centrale de pilotage, 18 bouteilles de gaz et les réseaux de distribution dans les locaux ;
- Le poste de conversion est alimenté par le réseau public de distribution d'énergie électrique Enedis 20kV d'une capacité de 12 MW, mais aussi grâce à la construction d'une ombrière photovoltaïque d'une capacité de production de 1MWc d'une superficie de 5000m² ;
- L'ensemble des panneaux repose sur une structure en acier composée de poteaux/poutres de 2 x 21m de large soit 42ml avec un tramage tous les 10ml sur une longueur de 120ml ;
- Cette ombrière est également équipée d'un système de brumisation sur les 5000m² intégrant un système de traitement d'eau par adoucisseur, réacteur UV-C alimentant le réseau de buses de diffusion ;
- Le système permet également d'interfacer une pile à combustible de 1MW minimum. Le présent projet ne comprend que le système de raccordement et de pilotage de cette pile.

Schéma de l'infrastructure :



Annexe 2 – Limites du domaine concédé



Compte d'exploitation prévisionnel - CENQA TCA -			
Année	2023	2024	2025
Nombre de ferries connectables	4	4	4
Nombre de navires de croisière connectables	0	3	6
Puissance souscrite (MW)	7,5	11	11
Besoins (MWh)	4623,3	4769,1	4914,9
Recettes			
Vente électricité PU (€/MWh)	345,00	349,00	347,00
Vente électricité quantité (MWh)	4623,3	4769,1	4914,9
Total vente électricité (€)	1595038,5	1664415,9	1705470,3
Total Recettes (€)	1595038,5	1664415,9	1705470,3
Dépenses			
Production totale nécessaire (rendement 90%)	5137	5299	5461
Production PV (MWh)	927,51	927,51	927,51
Achat électricité quantité (MWh)	4209,49	4371,49	4533,49
Energie (électron) (€)	951 874	985873,5	1019873,5
Mécanisme capacité (€)	54 457	66000	66000
Total fourniture (€)	1 006 331	1 051 874	1 085 874
Partie fixe TURPE (€)	37338	54000	54000
Partie variable TURPE (€)	94793,265	95131,025	95131,025
Total TURPE (€)	132131,265	149131,025	149131,025
TICFE (€/MWh)	2104,745	2185,745	2266,745
CTA (€)	8188,2234	11842,2	11842,2
Total taxes (€)	10292,9684	14027,945	14108,945
Total achat électricité (€)	1 148 755	1 215 032	1 249 113
Achat électricité PU (€/MWh)	272,896416	277,944698	275,530214
Maintenance interne	3 000	3 000	3 000
Maintenance niv 3 tableaux 20 kV et 11 kV (8 tableaux HT)	9 000	9 000	9 000
Maintenance niv 1 à 3 CVC (2 Gfs, pompes, ballons, réseaux EG et terminaux)	9 350	9 350	9 350
Maintenance niv 1 à 3 Armoires de conversion (4 lignes de 3 MVA)	13 800	13 800	13 800
Maintenance niv 1 à 3 Transformateurs (9 transfos secs)	6 750	6 750	6 750
Maintenance niv 3 à 4 Batteries lithium (4 batteries de 850 kWh)	12 000	12 000	12 000
Maintenance niv 1 à 3 Tableaux BT (TCBT 1 et 2 + TCBT 3 Aux + TGBT 4PhV)	15 000	15 000	15 000
Armoires automatés et PMS	9 000	9 000	9 000
Supervision	3 000	3 000	3 000
5 interventions curatives / an, 1j / 2 pers	8 500	8 500	8 500
Stock pièces de rechange	19 750	19 750	19 750
Provisions pour remplacement batteries (à 10 ans)	150 000	150 000	150 000
Nettoyage PV + vérification convertisseurs 1 fois / an	12 000	12 000	12 000
Entretien batterie de la production photovoltaïque (2 pers, 2j)	3 400	3 400	3 400
Total maintenance externe	271 550	271 550,00 €	271 550,00 €
Total maintenance	274 550	274 550,00 €	274 550,00 €
Exploitation interne (marchés, réunions, facturation)	10 852	10 852	10 852
Mise en place de l'exploitation (PV de prise en charge, livret, procédures...)	2 550	2 550	2 550
Pilotage de l'exploitation (planning annuel, préparation des opérations, rapport d'activité)	20 400	20 400	20 400
Astreinte 6h - 20h, 7/7, sous 4h	18 000	18 000	18 000
Intervention croisières (4 opérateurs à quai, 2h matin et 2h soir)	0	5100	10200
Total exploitation externe	40 950	46 050	51 150
Total exploitation	51 802	56 902,00 €	62 002,00 €
Cout Unitaire MWh acheté tout compris	350,424097	353,765986	349,76706
Total Dépenses	1 475 107	1 546 484	1 585 665
Déficit / Excédant budgétaire	119 932	117 931	119 805

Direction Générale concernée : AMENAGEMENTS, PORTS, MOBILITES ET ENERGIES

Direction : DIRECTION DES PORTS

Affaire suivie par : Christopher Ackland

RAPPORT JUSTIFICATIF D'AVENANT A UN CONTRAT DE CONCESSION

Procédure n°.....

**Objet : CONCESSION A LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU
VAR D'UN OUTILLAGE PUBLIC ET DE TERRES PLEINS AU PORT DE TOULON
ET SES ANNEXES**

1- DESCRIPTIF DU MARCHE

Procédure initiale	<input checked="" type="checkbox"/> DSP <input type="checkbox"/> Concession de service sans service public <input type="checkbox"/> Concession de travaux
Titulaire	Chambre de Commerce et d'Industrie du Var (CCIV)
Date de notification	
Durée du contrat	70 ans
Date de début du contrat	24/01/1956
Date de fin du contrat	31/12/2025
Eléments financiers du contrat (montant initial de la concession, redevance, Chiffres d'affaire prévisionnel...)	
Projet avenant n°8	
Objet de l'avenant / modification du contrat	Mise à disposition d'une infrastructure pour la fourniture d'électricité pour le ravitaillement des navires à quai
Si avenant antérieur, préciser l'historique (n°, date de notification, objet)	Avenant 1 du 02/07/71 : Sortie de ports de plaisance du périmètre concessif

	<p>Avenant 2 du 24/10/73 : Complété l'objet de la concession par l'établissement et l'exploitation de chantiers de construction et de réparations navales, et modifié le périmètre de la zone de Brégaillon-Centre</p> <p>Avenant 3 du 10/03/81 : Prise en compte de la réduction du projet d'extension des CNIM sur le site de Bois-Sacré et l'extension des terre-pleins de Brégaillon-Nord. A Toulon-Centre, la limite de la concession a été ramenée aux limites effectives du port.</p> <p>Avenant 4 du 12/06/90 : Définition des zones affectées exclusivement au trafic maritime et celles pouvant recevoir des activités liées à l'activité maritime, suppression du domaine concédé les terre-pleins du site des anciens chantiers NORMED, prise en compte des endigages réalisés dans la zone de Brégaillon-Nord, modification de l'échéance de la concession pour le 31 décembre 2025.</p> <p>Avenant 5 du 19/09/02 : Modifications souhaitées par le concessionnaire et le concédant, notamment pour les terre-pleins urbains de Toulon et du môle d'armement</p> <p>Avenant 6 du 09/08/18 : Augmentation du périmètre concédé de « l'Espace Grimaud » et récupération d'une petite parcelle concédée sur le site de la « Darse des Câblers »</p> <p>Avenant 7 du 30/07/20 : Aménagement d'un rond-point à l'entrée du terminal TCA et réalisation d'un parking d'exploitation.</p>
Observations	

2- Fait(s) générateur(s)

Description de l'évènement :

- ☐ Adaptation mineure
- ☐ Circonstances imprévisibles
- ☐ Sujétions techniques imprévues
- Tout autre évènement

(Joindre tout document justificatif nécessaire)

3- Solutions envisagées

Description des modifications nécessaires (liste non exhaustive):

- Modification de la durée : ☐ Oui ☒ Non
- Modification du titulaire : ☐ Oui ☒ Non
- Incidence financière : ☒ Oui ☐ Non
- Nature des modifications :
- Article(s) du contrat impacté :

Intervention de la commission DSP :

Avenant supérieur à 5 % du montant total H.T de la concession : ☐ Oui ☒ Non

4- Cas de recours à un avenant

Les hypothèses dans lesquelles une modification des contrats en cours d'exécution peut être admise art L 3135-1 CCP

Cas de recours à une modification de contrat prévus par le Code de la Commande publique	<p>☐ Article R3135-1 :</p> <p>Le contrat de concession peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux, sous la forme de clauses de réexamen ou d'options claires, précises et sans équivoque.</p> <p>Ces clauses indiquent le champ d'application et la nature des modifications ou options envisageables, ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage.</p>
	<p>☐ Article R3135-2-3 et 4 :</p> <p>Le contrat de concession peut être modifié lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article R. 3135-3, des travaux ou services supplémentaires sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le contrat de concession initial, à la condition qu'un changement de concessionnaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment aux exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants acquis dans le cadre de la concession initiale.</p> <p>Lorsque le contrat de concession est conclu par un pouvoir adjudicateur, le montant de la modification prévue à l'article R. 3135-2 ne peut être supérieur à 50 % du montant du contrat de concession initial. Lorsque plusieurs modifications successives sont effectuées dans le respect des dispositions du présent article, cette limite s'applique au montant de chaque modification.</p> <p>Ces modifications consécutives ne doivent pas avoir pour objet de contourner les obligations de publicité et de mise en concurrence.</p> <p>Pour le calcul du montant de la modification mentionnée à l'article R. 3135-2, le montant actualisé du contrat de concession initial est le montant de référence lorsque le contrat de concession comporte une clause d'indexation. Dans le cas contraire, le montant actualisé du contrat de concession initial est calculé en tenant compte de l'inflation moyenne.</p>
	<p>☐ Article R3135-5 :</p> <p>Le contrat de concession peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'une autorité concédante diligente ne pouvait pas prévoir.</p> <p>Dans ce cas, les dispositions des articles R. 3135-3 et R. 3135-4 sont applicables.</p>
	<p>☐ Article R3135-6 :</p> <p>Le contrat de concession peut être modifié lorsqu'un nouveau concessionnaire se substitue à celui auquel l'autorité concédante a initialement attribué le contrat de concession, dans l'un des cas suivants :</p> <p>1° En application d'une clause de réexamen ou d'une option définie à l'article R. 3135-1 ;</p> <p>2° Dans le cas d'une cession du contrat de concession, à la suite d'opérations de restructuration du concessionnaire initial. Le nouveau concessionnaire justifie des capacités économiques, financières, techniques et professionnelles fixées initialement par l'autorité concédante. Cette cession ne peut être effectuée dans le but de soustraire le contrat de concession aux obligations de publicité et de mise en concurrence.</p>

☒ Article R3135-7 :

Le contrat de concession peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel qu'en soit le montant, ne sont pas substantielles.

Pour l'application de l'article L. 3135-1, une modification est considérée comme substantielle, notamment, lorsqu'au moins une des conditions suivantes est remplie :

1° Elle Introduit des conditions qui, si elles avaient figuré dans la procédure de passation initiale, auraient attiré davantage de participants ou permis l'admission de candidats ou soumissionnaires autres que ceux initialement admis ou le choix d'une offre autre que celle initialement retenue ;

2° Elle modifie l'équilibre économique de la concession en faveur du concessionnaire d'une manière qui n'était pas prévue dans le contrat de concession initial ;

3° Elle étend considérablement le champ d'application du contrat de concession ;

4° Elle a pour effet de remplacer le concessionnaire auquel l'autorité concédante a initialement attribué le contrat de concession par un nouveau concessionnaire, en dehors des hypothèses visées à l'article R. 3135-6.

☒ Article R3135-8 et 9 :

Le contrat de concession peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur au seuil européen qui figure dans l'avis annexé au présent code et à 10 % du montant du contrat de concession initial, sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions énoncées à l'article R. 3135-7 sont remplies.

Les dispositions de l'article R. 3135-4 sont applicables au cas de modification prévu au présent article.

Lorsque plusieurs modifications successives relevant de l'article R. 3135-8 sont effectuées, l'autorité concédante prend en compte leur montant cumulé.

Justifications détaillées pour chaque cas de recours

(Joindre tout document nécessaire à la démonstration)

5- Impact financier

A) Analyse des documents financiers joints (CEP, GER...)

Le CEP produit développe pour les trois dernières années de la concession les projections suivantes :

- Un niveau de recettes de 4.964.925€ (soit 1.654.975€ en moy./an)
- Des charges de 4.607.257€ (soit 1.535.752€ en moy. /an)
- Un résultat positif de 357.668€, soit 7,2% de rentabilité projetée sur l'ensemble du CEP du projet.

La contrepartie de la recette nouvelle générée pour le concessionnaire sera également la charge de l'entretien et de la maintenance de ces systèmes et équipements.

Les éléments nouveaux de cette structure ne permettant pas de comparatif analogue, l'avenant intègre une clause de réexamen en cas de modifications significatives des éléments financiers annexés au projet.

B) Bilan

Au regard de la durée de la concession (70 ans) et de sa durée résiduelle, les recettes qui seront générées par l'équipement objet de cet avenant n'excéderont pas 5% du chiffre d'affaires global de la concession.

C) Nouveau C.E.P

Au regard de la durée de la concession (70 ans) et de l'absence de CEP contractuel à sa signature (1956) Le CEP proposé tient compte uniquement de l'exploitation projetée du nouvel équipement

D) Nouveau montant prévisionnel du contrat de concession :

E) Pourcentage de variation par rapport au prix initial :

6- Mouvement financier

☐ NON

☐ OUI

Si oui :

	DE	VERS
Budget		
Opération budgétaire		
Chapitre		
Fonction		
Article		
Service gestionnaire		
Montant		

Fait à Toulon, le

<p>Chef de projet</p>  <p>Christopher Ackland</p>	<p>Le Directeur</p>  <p>Jean Philippe Le Fur</p>	<p>Le DGA/le DGST</p>  <p>Alexis Villemin</p>
--	---	--

RESERVE AUX FINANCES

Date réception Finances	
Visa Service Préparation Budgétaire	Date : Signature :
Visa Service PPI	Date : Signature :

RESERVE A LA DCP

Date réception DCP		
Demande de précisions/de documents	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Si oui, lesquels ?	Date : Signature :
Avis de la DCP Valant accord pour l'élaboration de l'avenant et les virements de crédits le cas échéant	Date : Signature :
Commission	<input type="checkbox"/> CDSP <input type="checkbox"/> Sans Objet	
Passage en Conseil Métropolitain	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	

